

Repenser la sécurité humaine



Engagement de la JICA en faveur de la sécurité humaine dans le monde

————— *KITAOKA Shinichi*

Profil :

KITAOKA Shinichi est le président de l'Agence japonaise de coopération internationale. Avant d'assumer ses fonctions actuelles, il était président de l'Université internationale du Japon (2012-2015). Il a été professeur à l'École supérieure de droit et de sciences politiques de l'Université de Tokyo (1997-2004, 2006-2012) et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent adjoint du Japon auprès des Nations unies (2004-2006). Ce spécialiste de la politique et de la diplomatie japonaises modernes a obtenu sa licence (1971) et son doctorat (1976) à l'Université de Tokyo. Il est professeur émérite à l'Université de Tokyo et à l'Université Rikkyo.

Notre engagement en faveur de la sécurité humaine

Dès la fin des années 1990, le gouvernement japonais a fait de la sécurité humaine l'un des piliers de sa politique étrangère. Lorsque Madame OGATA Sadako est devenue présidente de la JICA en 2003, l'Agence a adopté la sécurité humaine comme principe directeur. Depuis lors, la sécurité humaine est restée au cœur de nos opérations et elle compte aujourd'hui parmi les missions fondamentales de notre agence.

En 2019, nous avons actualisé notre approche de ce concept et réexaminé les principes essentiels de la sécurité humaine. Au cœur de ce concept, il y a le droit de tous les individus de vivre à l'abri de la peur, du besoin, et dans la dignité, et l'idée que la communauté internationale et les différents pays doivent tout mettre en œuvre pour édifier un monde où ces libertés essentielles soient garanties. Nous avons identifié la manière d'atteindre cet objectif et de mieux réaliser la sécurité humaine. Le document «Repenser la sécurité humaine dans le contexte actuel» résume cette approche.

Garantir la sécurité humaine

L'approche de la JICA en matière de coopération se reflète dans nos engagements avec les pays partenaires, fondés sur des relations d'égal à égal et de respect mutuel. En promouvant la sécurité humaine, la JICA souligne la nécessité d'autonomiser les individus, les organisations et les sociétés à travers le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions et des sociétés, tout en respectant l'appropriation locale et l'autosuffisance.

Dans ses efforts en faveur du renforcement des institutions, la JICA s'est concentrée sur l'édification de sociétés résilientes, capables de se protéger face à diverses menaces. Nous visons la mise en place de systèmes sociaux

mieux préparés pour prévenir et atténuer les effets des risques qui pèsent sur le développement durable, tels que les conflits violents, les catastrophes naturelles et les pandémies.

Cette approche se reflète par exemple dans notre action en faveur de la paix et du développement à Mindanao. Meurtrie par des décennies de conflit, cette région des Philippines s'efforce de dépasser une histoire compliquée afin d'instaurer une société pacifique. La JICA a entamé sa coopération à Mindanao bien avant l'accord de paix de 2014, et nous restons très attachés au renforcement des capacités du gouvernement autonome de transition, ainsi qu'au développement socio-économique des communautés locales sur la voie de l'autosuffisance. Travaillant de concert avec les autorités et les communautés locales, nous espérons que Mindanao renforcera la résilience de ses systèmes sociaux pour instaurer une paix et un développement durables, aptes à garantir la sécurité humaine de tous.

À l'avenir

Dans un contexte marqué par la crise de la COVID-19, la JICA reste très attachée à sa mission visant à réaliser la sécurité humaine pour tous. Pour y parvenir, nous favorisons une approche holistique fondée sur la prévention, la précaution et le traitement pour protéger la vie et la santé de chaque individu.

Par ailleurs, la JICA poursuivra ses efforts en vue d'identifier les menaces pesant sur la sécurité humaine et de relever ces défis. Nous continuerons à promouvoir le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions, tout en encourageant l'innovation et les partenariats, afin d'édifier des systèmes sociaux résilients qui garantissent le droit de tous à vivre «à l'abri de la peur, du besoin, et dans la dignité».

dans le contexte actuel

Bangsamoro : Œuvrer à la réussite de la paix et de la sécurité humaine

————— *Ahod Al HAJ Murad Ebrahim*

Profil :

Né en 1949, il a joué un rôle clé dans la création de la Région autonome du Bangsamoro dans le Mindanao musulman (BARMM), dont il est actuellement le ministre en chef par intérim. Il s'est engagé dans la lutte armée dès 1968, et a joué un rôle important dans les négociations diplomatiques avec le gouvernement philippin et les organisations islamiques internationales.



La ratification de la Loi organique du Bangsamoro (BOL, loi républicaine 11054) le 25 janvier 2019 a marqué une étape historique dans le processus de paix entre le gouvernement philippin et le Front moro islamique de libération (GPH-MILF).

La loi instituant la Région autonome du Bangsamoro dans le Mindanao musulman vise à mettre un terme à des décennies de conflit à Mindanao en y apportant un règlement politique essentiel et en adoptant des politiques centrées sur la sécurité humaine.

Cette nouvelle entité politique est actuellement administrée par l'Autorité de transition du Bangsamoro, qui détient les pouvoirs exécutif et législatif. J'ai été nommé par le président Rodrigo Roa Duterte pour superviser la période de transition qui prendra fin au milieu de l'année 2022.

J'ai insisté sur la nécessité de renforcer les politiques et les programmes qui font de la sécurité humaine leur première priorité, surtout dans une période où le monde est confronté aux défis induits par la pandémie de COVID-19.

Cette transition vise avant tout à mettre en place une bureaucratie apte à répondre aux besoins accumulés par notre peuple au fil des décennies, et à créer des programmes durables mettant en lumière notre expérience, notre peuple, et notre aspiration à la sécurité humaine.

Au-delà de la période de transition

Le gouvernement du Bangsamoro a mis en place un ensemble de programmes et de politiques par le biais de ses différents ministères afin de répondre aux besoins immédiats de ses administrés. Toutefois, l'objectif principal de cette période de transition est l'élaboration des codes prioritaires pour permettre au gouvernement régulier de fonctionner avec la nouvelle bureaucratie.

Je pense que la mise en place d'un gouvernement qui reconnaisse l'importance des lois serait un pas de plus vers la

prise en compte de l'importance de la sécurité humaine, dont la primauté du droit constitue un élément clé.

Absence de peur, absence de besoin

L'administration actuelle reconnaît que la création de la nouvelle bureaucratie nécessite le soutien collectif de la base. En mars 2020, juste avant la pandémie, quelque 12000 combattants du MILF ont été démobilisés ; ils participent aujourd'hui à des programmes pour devenir des membres productifs de la société. Je pense que c'est la première étape vers la guérison.

Nous espérons pouvoir non seulement opérer la transition du gouvernement régional vers un système plus attentif aux besoins, mais aussi aider les communautés du Bangsamoro meurtries par des décennies de conflit armé à évoluer vers l'autosuffisance et la résilience.

La JICA a été l'un des partenaires les plus fiables de notre cheminement vers la paix, des négociations jusqu'à cette période de transition. Pour édifier des communautés autosuffisantes et résilientes, nous sommes particulièrement enclins à étendre le programme de la JICA axé sur les techniques de culture du riz de montagne au Bangsamoro (URTPB pour Upland Rice-Based Farming Technology Program for the Bangsamoro). Les rapports de personnes sur le terrain nous indiquent que ce programme a permis non seulement d'améliorer les compétences agricoles de nos combattants-paysans, mais aussi d'accroître sensiblement leurs revenus.

Le chemin est encore long

Les trois années de transition ne suffiront peut-être pas, mais ce qui compte aujourd'hui, c'est la possibilité pour le Bangsamoro d'aborder l'avenir avec espoir – ce qui va de pair avec des politiques prenant réellement en compte l'aspiration collective de son peuple à l'autodétermination.